

## I - COMITÉ CENTRAL DU 19 OCTOBRE 1969

Le texte qui suit a pour objet de rappeler de façon synthétique les considérants qui déterminent notre orientation pour le travail ouvrier. Seule la résolution qui en découle a été soumise au vote du C.C.

### I. — L'EPOQUE DE LA DECADENCE IMPERIALISTE ET DE LA CRISE DU STALINISME

#### 1. LA DECADENCE IMPERIALISTE

La période de la décadence impérialiste s'ouvre avec la Première Guerre mondiale. L'éclatement de cette guerre et la victoire de la révolution russe témoignent d'un phénomène fondamental : l'époque du développement « organique » du capitalisme à l'échelle internationale est révolue ; le capitalisme ne peut plus progresser en bloc. C'est ce que Trotsky met en relief dans « L'Internationale Communiste après Lénine » : « Si le règne du capital financier et du monopole des trusts commence déjà à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'époque nouvelle qui reflète ce fait dans la vie mondiale commence avec la guerre impérialiste, avec Octobre et la création de la III<sup>e</sup> Internationale... Historiquement, le système capitaliste mondial est épuisé, il n'est plus capable de progresser en bloc. Cela ne veut pas dire que certaines branches de l'industrie et certains pays ne grandissent pas et ne grandiront pas encore. Mais ce développement se réalise et se réalisera au **détriment de la croissance d'autres branches et d'autres pays.** »

Cela signifie que le capitalisme ne peut plus se développer qu'au prix d'une concurrence accrue entre les métropoles impérialistes. Cette concurrence concerne dans un premier temps la conquête des marchés coloniaux. Puis, avec le développement de la révolution coloniale, elle se reporte au sein même des métropoles où elle entraîne la levée des barrières douanières et l'interpénétration des capitaux. « Plus la concurrence américaine se fera sentir, écrit Mandel dans la Réponse Socialiste au Défi Américain, plus se rapproche l'instant où le grand capital européen commencera à considérer les problèmes de localisation de la production non plus sous un angle de politique nationale et sociale, mais exclusivement sous l'angle de la rentabilité. »

Ainsi l'accroissement de la concurrence inter-capitaliste à l'époque de la décadence impérialiste entre en contradiction directe avec le cadre périmé de l'Etat national.

#### 2. LA CRISE DU STALINISME

Avec le développement du stalinisme, les bureaucraties ouvrières classiques ont trouvé un alibi inespéré à leurs capitulations dans les luttes de classes. Ces capitulations n'étaient plus que des manœuvres tactiques d'une stratégie « révolutionnaire » axée sur la défense de l'U.R.S.S., « patrie du socialisme », et sur la compétition économique entre l'U.R.S.S. et les U.S.A.

Ainsi à l'époque de la domination stalinienne sur le mouvement ouvrier, la marge de manœuvre des bureaucraties ouvrières s'est considérablement élargie : gardes frontières du socialisme en construction dans un seul pays, elles n'étaient pas directement sous le feu de la critique. Leurs dérobades et leurs erreurs étaient placées sous la caution de la bureaucratie soviétique et réclamaient indulgence au nom des intérêts « supérieurs » de la révolution.

En fait, le système bureaucratique international reposait sur une prestation réciproque de services : les bureaucraties ouvrières apportaient leur appui aux virages et aux zig-zags de la politique soviétique ; et en retour, la bureaucratie soviétique drapait les bureaucraties ouvrières du prestige d'Octobre pour mieux cacher leur défection aux yeux du prolétariat.

La crise du stalinisme, c'est aussi la crise de ce système bureaucratique. Il en résulte que les P.C. staliniens se retrouvent dans une posture contradictoire : ou bien continuer à se réclamer de l'U.R.S.S. au risque de ne plus apparaître que comme une officine diplomatique ; ou bien réintégrer la vie politique nationale à une époque où la bureaucratie ouvrière a de plus en plus de mal à jouer son rôle double.

#### 3. DU CAPITALISME CONCURRENTIEL AU CAPITALISME MONOPOLISTE

En effet, si le mode de production dominant demeure le mode de production capitaliste, on ne peut pas pour autant considérer que ce capitalisme est resté le capitalisme concurrentiel naissant du XIX<sup>e</sup> siècle. Trotsky soulignait déjà dans le programme de transition que « le capitalisme libéral, fondé sur la concurrence et la liberté de commerce, est disparu bien loin dans le passé. Le capitalisme monopoliste l'a remplacé sur la scène... »

A l'époque de la décadence impérialiste, la concurrence intercapitaliste accrue exige des unités de production puissantes, capables de s'imposer sur le marché international. Ainsi les fractions dominantes de la bourgeoisie ne peuvent plus s'en remettre aux lois naturelles du capitalisme libéral et à la démocratie parlementaire qui les exprime sur le plan politique. Le respect de ces lois entraîne une perte de temps et un handicap trop lourd dans la compétition économique.

#### 4. DE LA DEMOCRATIE PARLEMENTAIRE A L'ETAT FORT

Le capitalisme concurrentiel se fait aux lois naturelles du marché. Les divers groupes et fractions de la bourgeoisie engagés dans cette compétition économique se retrouvaient au parlement pour définir face au prolétariat une politique commune. Mais par le jeu de la représentation électorale, par le jeu des circonscriptions, les groupes de pression des régions ou des branches les plus retardataires se trouvaient politiquement sur-représentés par rapport à leur importance économique. Dans le jeu des alliances, ils pouvaient faire valoir leurs conditions, revendiquer des concessions et des prébendes qui alourdissent le développement du capitalisme national, freiner l'initiative des fractions les plus dynamiques de la bourgeoisie au profit du maintien d'une politique conservatrice dont le protectionnisme est l'un des principaux aspects.

Mais devant l'exacerbation de la concurrence, la bourgeoisie nationale, en France notamment, est contrainte de réagir : ou bien continuer ce train de sénateur et devenir la proie de l'impérialisme U.S. dominant, ou bien réagir et se lancer dans la concurrence. Réagir, cela signifie sur le plan économique procéder aux regroupements et concentrations nécessaires à la constitution d'unités de production concurrentielles sur l'échelle mondiale. Réagir, cela signifie sur le plan politique, balayer la démocratie parlementaire et les groupes de pression qui en vivent, qui vivent de pourboires et font obstacle